

LA SCIENCE EST-ELLE SOLUBLE DANS L'UNION EUROPÉENNE ?

Publié le 23 mai 2019



par Michel Claessens

Europe de la Recherche (*)

Quel sera l'impact des prochaines élections européennes sur la science européenne ? La science n'est pas la priorité des priorités de ce prochain vote, tant pour les élus que pour les électeurs, d'autres sujets tenant en effet le haut du pavé médiatique et politique, comme le Brexit, l'emploi, la migration, le climat ou la défense européenne. Il n'empêche : la recherche (avec l'innovation) est l'une des politiques en hausse de l'Union européenne. Et les nouveaux députés (751 eurodéputés —705 après le Brexit —dont 21 Belges) auront à bâtir et voter, au cours des 5 prochaines années, les textes de loi appliqués par les Etats membres.

Le Parlement et la science

En réalité, le Parlement européen s'intéresse de près à la science et à la technologie. Notamment grâce à sa [commission « ITRE »](#) (pour Industrie, Recherche et Energie), qui se consacre à ces questions. Actuellement composé d'une centaine de membres et présidé par le Polonais [Jerzy Buzek](#), ce groupe de parlementaires élabore des rapports sur toutes les propositions législatives de la Commission européenne formulées dans le domaine de la recherche. ITRE travaille actuellement sur des projets importants comme le prochain programme-cadre de recherche ou le [programme ITER](#). La commission peut aussi élaborer des rapports de sa propre initiative.

Le Parlement européen possède également un comité qui s'occupe de l'évaluation des sciences et des technologies : le [STOA \(Science and Technology Options Assessment\)](#). Celui-ci a notamment

mis en place une plateforme consacrée à l'information et au journalisme scientifiques : l' « [European Science-Media Hub \(ESMH\)](#) », pour favoriser la circulation de la connaissance scientifique entre décideurs, chercheurs et journalistes. « Notre objectif, explique sa représentante Vitalba Crivello, est en quelque sorte de rendre la communication scientifique *plus scientifique*. Nous offrons des services, en toute indépendance, aux journalistes scientifiques européens, par exemple des formations. »

Un Conseil de l'innovation

Philippe Busquin, ancien Commissaire à la recherche (1999 - 2004) et Membre du Parlement européen (2004 - 2009), fut notamment président du STOA. Il a pu tester directement le travail des députés et leur réactivité aux propositions de la Commission. « J'ai toujours rencontré au Parlement des membres très dynamiques et compétents. Lors des discussions sur la création d'un [Espace européen de la recherche](#), le Parlement nous a soutenus très activement. D'ailleurs, le Parlement a toujours encouragé la politique de la recherche, et proposé notamment d'y consacrer davantage de ressources financières. De notre côté, nous avons demandé que le [Feder, Le Fonds européen de développement régional](#), puisse soutenir des projets de transfert technologique et d'innovation. C'est maintenant chose acquise. »

Tout serait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes ? A voir... Si près d'un tiers des eurodéputés actuels possède une formation supérieure, notamment scientifique, la progression des populistes aux prochaines élections pourrait éroder ce soutien, et affecter notamment le budget qui sera consacré au futur programme-cadre [Horizon Europe](#), pour lequel la Commission a proposé près de 100 milliards d'euros sur 7 ans (2021-2027) ainsi que la création d'un Conseil européen de l'innovation. Le 17 avril dernier, le Parlement a voté très en faveur de la proposition de programme Horizon Europe, dont les députés souhaitent porter le budget à 135 milliards d'euros. Mais les véritables décisions seront prises par la nouvelle assemblée et dépendront notamment des ressources totales qui seront affectées à l'Union pour la période à venir.

Le futur de l'Europe

Plus généralement, le Parlement influencera le poids relatif des politiques de l'avenir. L'impact des députés européens est donc bien réel et parfois même plus important que celui de leurs homologues nationaux. Les élus qui siègent Strasbourg votent en effet des lois qui priment sur le droit national. Deux tiers des jeunes Européens souhaitent en particulier que la lutte contre le réchauffement climatique soit une priorité de l'UE. La militante Greta Thunberg l'a bien résumé : « Sous peu, nous ne pourrons plus inverser la tendance actuelle. Lors de cette élection, vous voterez pour les futures conditions de vie de l'humanité. »

Pour la recherche, les enjeux sont également nombreux : de l'énergie à la compétitivité européenne en passant par le climat, toutes ces politiques ont une forte dimension scientifique.

Certes, l'intérêt du public, et même des scientifiques, pour la politique scientifique a toujours été limité. Mais la politique s'intéresse bien à la science. Celle-ci influence d'ailleurs directement la construction des savoirs scientifiques. Et pas seulement par les décisions de financement. Pour le meilleur et pour le moins bon, la science a toujours eu et aura toujours une dimension politique. Prétendre que la science est pure et incarne une neutralité détachée du monde réel n'a jamais été vrai, sans doute aujourd'hui moins que jamais.

« De ces élections dépendra le futur de l'Europe, voire peut-être sa survie », conclut Jaume Duch Guillot, porte-parole du Parlement de Strasbourg. Donc, le 26 mai prochain, votez bien et votez scientifique !

(*) « Europe de la Recherche », notre nouveau rendez-vous

Dans le cadre de son cinquième anniversaire, Daily Science propose une nouvelle chronique

européenne à ses lecteurs. Centrée sur l'Europe de la Recherche, elle est assurée par Michel Claessens, Docteur en sciences, auteur d'essais sur la science et la technologie et ancien rédacteur en chef du magazine européen research*eu. @M_Claessens